

APPEL À CONTRIBUTIONS

Laïcité, religion, spiritualité et famille

Sous la direction de :

Jacques Cherblanc, professeur titulaire, Université du Québec à Chicoutimi

Daniel Verba, maître de conférences émérite, Université Sorbonne Paris Nord-IRIS

Christiane Bergeron-Leclerc, professeure titulaire, Université du Québec à Chicoutimi

Remise des propositions (résumés)

17 janvier 2025

Remise des manuscrits complets

21 juillet 2025

Parution

Automne 2026

Pour consulter l'appel à textes en ligne

www.efg.inrs.ca

www.efg.inrs.ca



APPEL À CONTRIBUTIONS

Remise des propositions (résumés) : 17 janvier 2025
Remise des manuscrits : 21 juillet 2025

Laïcité, religion, spiritualité et famille

Sous la direction de :

Jacques Cherblanc, professeur titulaire, Université du Québec à Chicoutimi

Daniel Verba, maître de conférences émérite, Université Sorbonne Paris Nord-IRIS

Christiane Bergeron-Leclerc, professeure titulaire, Université du Québec à Chicoutimi

Contexte et pertinence

Depuis une vingtaine d'années, après une période relative d'apaisement des conflits religieux, les sociétés occidentales sont à nouveau confrontées à des tensions religieuses et sociales. Ces tensions s'enracinent dans deux recompositions majeures : d'une part celles des structures familiales avec la présence d'une diversité de configurations (monoparentalité, familles recomposées, couples homosexuels, familles transnationales, concubinage...) ; d'autre part celles des scènes religieuses influencées par la sécularisation et la diversification des pratiques convictionnelles. Ce numéro thématique propose d'analyser les multiples déclinaison

de cette double recomposition en analysant les articulations à l'œuvre dans le triptyque Famille, Religion/Spiritualité et Laïcité.

La famille et la religion : deux institutions interreliées

La famille et la religion, en tant qu'institutions sociales fondamentales, entretiennent une relation complexe et dynamique (Edgell, 2006). Historiquement, la religion a souvent joué un rôle central dans la structuration des familles, influençant les normes, les valeurs et les pratiques. Ce cadre normatif a contribué à ce que l'on appelle la santé familiale, c'est-à-dire la capacité des familles à offrir un environnement propice au bien-être des

individus, à la stabilité des relations et à la transmission de valeurs générationnelles (Marks, 2006). De son côté, la famille a été un vecteur essentiel de transmission des croyances religieuses et de pratiques spirituelles (Bengston et al., 2009). Ces interactions ont évolué au fil du temps et continuent de se transformer, reflétant les mutations sociales, culturelles et politiques (Singly, 2017). Parmi les enjeux sociaux et culturels qui accompagnent ces transformations, on peut citer les tensions qui peuvent survenir au sein des familles recomposées dans la transmission intergénérationnelle de la foi, l'influence des nouvelles technologies sur les pratiques spirituelles (ex. rituels commémoratifs en ligne) familiales et la circulation mondialisée des croyances à travers les objets culturels (Vermeer, 2014). Par exemple, les séries et films destinés aux enfants, tels que ceux produits par Disney ou d'autres studios américains, intègrent et popularisent des éléments des croyances et pratiques spirituelles asiatiques, autochtones ou autres (ex. *Coco*, *Moana*, *Raya et le dernier dragon*). Ces représentations culturelles, bien que souvent simplifiées, contribuent à la valorisation et à l'adaptation de modèles spirituels alternatifs dans les croyances des nouvelles générations, favorisant ainsi une porosité entre traditions culturelles et croyances contemporaines. Ces thématiques mériteraient notamment d'être explorées et approfondies dans ce numéro.

Politiques incohérentes encadrant la vie familiale et la vie spirituelle

Les politiques publiques relatives à la famille et à la religion montrent souvent une incohérence marquée et surtout une inadéquation avec le vécu et les besoins des familles (Gaudet et al., 2013). D'un côté, les politiques familiales ont souvent pour objectif de promouvoir des valeurs de neutralité et d'égalité, cherchant à adapter les cadres juridiques aux diverses configurations familiales contemporaines (Katz, 2021). D'un autre côté, ces mêmes politiques peuvent contribuer à maintenir des normes culturelles héritées de modèles traditionnels de la famille, notamment au regard des rôles de genre traditionnels ou de structures familiales nucléaires, pouvant entrer en conflit avec les réalités des familles d'aujourd'hui. Par exemple, des politiques qui favorisent des allocations familiales ou des avantages fiscaux basés sur un modèle de famille traditionnelle (fondé sur un couple hétérosexuel marié) peuvent négliger les besoins spécifiques des familles monoparentales ou des familles avec des parents de même sexe (Cherlin, 1988). Cette dissonance entre les objectifs de neutralité et les normes héritées soulève des questions importantes sur l'adéquation des politiques avec la diversité des configurations familiales actuelles. En outre, ce cadre normatif varie grandement d'un pays et d'une culture à l'autre (Minkenberg, 2003). Par exemple, dans certains pays

européens, les politiques de laïcité, comme celles en France, peuvent restreindre les manifestations religieuses dans les espaces publics, ce qui peut créer des tensions pour les familles dont les pratiques religieuses sont visibles, comme le port du voile ou des symboles religieux (Baubérot, 2015). De plus, des politiques qui soutiennent les institutions religieuses ou accordent des exemptions fiscales peuvent favoriser certaines pratiques religieuses au détriment d'autres, créant des déséquilibres pour les familles appartenant à des traditions moins représentées (Casanova, 2011). Ces contradictions et ambiguïtés complexifient non seulement la vie quotidienne des familles en matière d'intégration de leurs croyances dans la sphère publique, mais aussi l'accompagnement des interactions entre leur vie familiale et leur vie spirituelle.

Compétition des normes religieuses et étatiques

Dans certaines régions du monde occidental, des observateur.trice.s relèvent un mouvement discret qui permettrait aux normes religieuses fondamentalistes de régir certains aspects du droit familial, tels que le divorce et l'héritage, au lieu des lois étatiques. Ces normes religieuses divergent souvent des règles étatiques protégeant les droits individuels, comme en témoigne par exemple le combat qui demeure autour de la reconnaissance de l'homosexualité (Jäckle et Wenzelburger, 2015). À cela s'ajoutent

d'autres points de frictions contemporains, tels que l'avortement, l'aide médicale à l'euthanasie et le suicide assisté, la procréation médicalement assistée, et la transition de genre. Ces questions, qui opposent droits individuels et principes religieux, illustrent les tensions actuelles au sein desquelles doivent naviguer les familles (Bulanda, 2011). Les familles se retrouvent souvent à concilier des valeurs contradictoires, ce qui génère des tensions internes et des dilemmes éthiques complexes (Mathieu, 2020). Il arrive en outre que ces normes acquièrent une force légale en étant traitées comme des jugements contraignants ou en déléguant la compétence aux groupes religieux pour résoudre les différends familiaux avec une supervision étatique minimale (Wilson, 2016). Il semble que l'influence de ces normes compétitives au droit commun soit perçue très différemment selon l'âge, le genre et l'orientation religieuse des personnes : les femmes, les mineures et les personnes les plus pratiquantes constituant les groupes les plus vulnérabilisés (Stokes et Ellison, 2010).

Ces dynamiques soulèvent des questions complexes quant à la protection des droits individuels et à la cohésion familiale, mais aussi sociétale. Les familles naviguent entre des exigences religieuses et des attentes légales parfois contradictoires, créant des conflits potentiels et nourrissant des tensions sociales.

Pour enrichir ce numéro thématique, il serait pertinent d'explorer plusieurs pistes d'analyse. Par exemple, il pourrait être intéressant d'examiner des cas concrets où les normes religieuses influencent les normes juridiques dans le domaine familial. On sait depuis longtemps que c'est le cas au Québec (Baudoin, 1984). Les récentes remises en cause de l'avortement aux États-Unis constituent un exemple particulièrement d'actualité de cette influence du religieux sur les normes reproductives. Une autre piste serait de considérer les réponses étatiques face à cette influence religieuse et de proposer des mécanismes de régulation ou de médiation qui pourraient aider à équilibrer les exigences religieuses avec les normes légales, tout en respectant les droits individuels et la diversité des croyances.

Évolution des valeurs morales et religieuses et modèles familiaux

Les transformations des modèles familiaux au cours des dernières décennies ont été accompagnées par des changements significatifs dans les valeurs morales et religieuses. La diversification des configurations familiales (familles monoparentales, recomposées, homoparentales, etc.) reflète une évolution vers une plus grande acceptation de la diversité et une redéfinition des rôles et des relations au sein de la famille (Déchaux et Le Pape, 2021). Simultanément, les valeurs

religieuses traditionnelles se voient souvent contestées, voire réinterprétées, face à ces nouvelles réalités familiales, notamment la place et le rôle de la femme et des couples homosexuels qui désirent cheminer dans leur foi (Anquetil, 2020; Théry, 2007). Cette réalité pose des défis pour les institutions religieuses qui doivent s'adapter à ces changements tout en conservant leur identité et leur message moral (Edgell, 2006).

Éducation spirituelle et neutralité

L'éducation spirituelle des enfants représente une question délicate, particulièrement dans des contextes sociétaux où la laïcité et la diversité religieuse sont valorisées. Comment inculquer des valeurs spirituelles sans imposer une foi spécifique ou une absence de foi ? Les parents, les éducateur.trice.s et les institutions doivent naviguer entre la transmission de valeurs morales universelles et le respect de la liberté de conscience de chaque enfant (Cherblanc et Risdon, 2020). Ce défi est d'autant plus complexe dans des sociétés pluralistes où coexistent de multiples traditions religieuses et formes de spiritualité.

Intervenants psychosociaux et diversité spirituelle

Les intervenant.e.s psychosociaux et sanitaires sont souvent confrontés à la diversité spirituelle et religieuse de leurs client.e.s. D'une part ces client.e.s peuvent

mobiliser leurs convictions religieuses pour revendiquer des droits, refuser une mesure sociale ou encore contester l'autorité administrative. D'autre part au sein des institutions et des équipes éducatives, la question religieuse et la diversité des usages de la laïcité continuent de faire débat. Ce phénomène persiste malgré les lois de séparation des Églises et de l'État et le processus de sécularisation observé dans de nombreuses sociétés. Leur formation et leur cadre déontologique peuvent en effet ne pas être suffisamment adaptés pour répondre adéquatement à la diversité des religiosités (Verba, 2019; Cherblanc et al., 2021). Les lois et les règlements en matière de pratiques professionnelles évoluent, mais des lacunes subsistent, notamment en termes de sensibilisation et de compétences interculturelles et spirituelles (Hodge, 2018). C'est encore plus vrai pour considérer la vie spirituelle des personnes au-delà des appartenances confessionnelles classiques (Cherblanc et Jobin, 2020). Les professionnels doivent ainsi jongler avec des besoins de formation, des exigences déontologiques, des attentes institutionnelles et les besoins spécifiques de chaque individu ou famille.

Spiritualité, santé mentale et risques

En même temps, la spiritualité peut agir comme un facteur de protection pour la santé mentale des familles, offrant un soutien moral et un sens de communauté

(Koenig, 2009). Les pratiques spirituelles peuvent favoriser la résilience face aux adversités et renforcer les liens familiaux. Cependant, certaines expressions de la spiritualité peuvent aussi présenter des risques, notamment en cas de dérives sectaires ou d'abus spirituels, affectant négativement le bien-être des enfants et des familles (Derocher, 2018).

Ainsi, dans les sociétés contemporaines, les dynamiques de laïcité, de religion et de spiritualité ont un impact profond sur les structures et les relations familiales. Les politiques de laïcité, les pratiques religieuses et les expériences spirituelles influencent non seulement les interactions au sein des familles, mais aussi leur rapport à la société et aux institutions publiques. Ce numéro thématique propose d'explorer ces intersections complexes, en mettant l'accent sur la diversité des contextes culturels et sociopolitiques.

Axes thématiques à explorer

Nous invitons des contributions originales et interdisciplinaires qui s'inscrivent, à titre d'exemple, dans l'un ou plusieurs des axes suivants :

1.Laïcité et familles : Étude des influences des politiques de laïcité sur les familles, notamment en ce qui concerne l'éducation des enfants, les pratiques religieuses, les

interactions avec les autres institutions sociales et la gestion des conflits.

2. Pratiques religieuses et familiales :

Analyse des pratiques religieuses au sein des familles, y compris la transmission intergénérationnelle des croyances, les rites de passage, et l'impact des conversions ou des différences religieuses sur la cohésion familiale.

3. Spiritualité et vie familiale :

Exploration des formes de spiritualité, qu'il s'agisse des institutions religieuses traditionnelles, mais aussi des autres formes institutionnelles et de leur influence sur la dynamique familiale, le bien-être des membres de la famille et la résilience face aux crises.

4. Pluralisme religieux et familial :

Intervenir auprès des familles, quelle que soit leur nature, dans des contextes de pluralisme religieux. Études concernant les

défis et les opportunités liés à la cohabitation de diverses croyances religieuses et pratiques spirituelles au sein d'une même famille ou communauté.

5. Intersectionnalité et diversité :

Contributions examinant comment la religion, la laïcité et la spiritualité interagissent avec d'autres dimensions de l'identité, telles que le genre, l'ethnicité, la classe sociale et l'orientation sexuelle, pour façonner les expériences familiales.

6. Religiosités au prisme de l'intervention socio-éducative :

Comment les intervenant.e.s psychosociaux abordent la religiosité des personnes et des familles qu'ils accompagnent en garantissant un juste équilibre entre le respect du cadre de loi (notamment laïc) et la prise en compte des convictions spirituelles et/ou religieuses des usager.ère.s.

Modalités de soumission

Les propositions (résumés) doivent être soumises sur notre [site](http://www.efg.inrs.ca), avant le **17 janvier 2025**. Veuillez sélectionner le titre du numéro thématique dans le formulaire de soumission. Les propositions d'article devront comprendre un titre provisoire, un résumé (1500 à 2000 caractères, espaces compris) et les coordonnées des autrice/teur.s. Les autrice/teur.s des propositions retenues devront remettre leur manuscrit, avant le **21 juillet 2025**. Les manuscrits sont acceptés ou refusés sur la recommandation de la direction de la revue et des responsables du numéro après avoir été évalués à l'aveugle par deux ou trois lectrices/teurs externes.

Pour consulter les [règles d'édition de la revue](#).

Références

Anquetil, M. 2020. *Chrétiens homosexuels en couple. Bonheur et sanctification*, Paris : L'Harmattan.

Baubérot, J. 2015. *Les sept laïcités françaises: le modèle français de laïcité n'existe pas*, Paris : Les Éditions de la MSH.

Baudouin, J.-L. 1984. « L'influence religieuse sur le droit civil du Québec », *Revue générale de droit*, vol. 15, no 3, p. 563-572.

Bengtson, V. L., Copen, C. E., Putney, N. M. et M. Silverstein. 2009. « A longitudinal study of the intergenerational transmission of religion », *International sociology*, vol. 24, no 3, p. 325-345.

Bulanda, J. R. 2011. « Doing family, doing gender, doing religion: Structured ambivalence and the religion-family connection », *Journal of Family Theory & Review*, vol. 3, no 3, p. 179-197.

Casanova, J. 2011. *The secular, secularizations, secularisms*, Oxford: Oxford University Press.

Cherblanc, J., Bergeron-Leclerc, C. et G. Gauthier. 2021. « La spiritualité et le travail social : une intégration souhaitée mais limitée », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 32, no. 2, p. 321-340.

Cherblanc, J. et G. Jobin. 2020. « Théorisation du spirituel à partir de l'analyse de pratiques des intervenants en soins spirituels au Québec: un modèle original à six dimensions », *Studies in Religion/Sciences Religieuses*, vol. 49, no 2, p. 290-309.

Cherblanc, J. et Risdon M.-A. 2020. « Définir la vie spirituelle des élèves hors des institutions religieuses : un enjeu du Service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire (Québec) », *Éducation et socialisation*, no 56.

Cherlin, A. J. 1988. *The changing American family and public policy*, Washington: The Urban Institute.

Déchaux, J.-H. et M.-C. Le Pape. 2021. *Sociologie de la famille* (3e édition), Paris : La Découverte.

Derocher, L. 2018. *Intervenir auprès de groupes sectaires ou de communautés fermées : s'outiller pour protéger les enfants*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Edgell, P. 2006. *Religion and family in a changing society*, Princeton: Princeton University Press.

Gaudet, S., Burlone, N. et M. Lévesque. 2013. *Repenser les familles et ses transitions : Repenser les politiques publiques, Québec, Québec : Les Presses de l'Université Laval.*

Hodge, D. R. 2018. « Spiritual Competence: What It Is, Why It Is Necessary, and How to Develop It », *Journal of Ethnic & Cultural Diversity in Social Work*, vol. 27, no 2, p. 124-139.

Jäckle, S. et G. Wenzelburger. 2015. « Religion, Religiosity, and the Attitudes Toward Homosexuality—A Multilevel Analysis of 79 Countries », *Journal of Homosexuality*, vol. 62, no 2, p. 207-241.

Katz, S. N. 2021. *Family law in America*, Oxford: Oxford University Press.

Koenig, H. G. 2009. « Research on religion, spirituality, and mental health: A review », *The Canadian Journal of Psychiatry*, vol. 54, no. 5, p. 283-291.

Marks, L. 2006. « Religion and family relational health: An overview and conceptual model », *Journal of Religion and Health*, vol. 45, no. 1, p. 603-618.

Mathieu, S. 2020. *Faire famille aujourd'hui : PMA, bioéthique et religion*, Paris : Le Cavalier bleu.

Minkenbergh, M. 2003. « The policy impact of church-state relations: family policy and abortion in Britain, France, and Germany », *West European Politics*, vol. 26, no 1, p. 195-217.

de Singly, F. 2017. *Sociologie de la famille contemporaine* (6e édition), Paris : Armand Colin.

Théry, I. 2007. *La distinction de sexe : une nouvelle approche de l'égalité*, Paris : Odile Jacob.

Verba, D. 2019. *Anthropologie des faits religieux dans l'intervention sociale*, Genève, IES éditions.

Vermeer, P. 2014. « Religion and family life: An overview of current research and suggestions for future research », *Religions*, vol. 5, no 2, p. 402-421.

Wilson, R. F. 2016. « Privatizing Family Law in the Name of Religion », *William & Mary Bill of Rights Journal*, vol. 18, no 4, p. 925-952.